

UN LIBRARY

SEP 6 1977



NATIONS UNIES

UN/SA COLLECTION

ASSEMBLEE GENERALE



Distr.
GENERALE

A/32/193

1er septembre 1977

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/ESPAGNOL/
FRANCAIS/RUSSE

Trente-deuxième session

Points 12, 27 et 74 de l'ordre du jour provisoire^x

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN

ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION RACIALE

Note du Secrétaire général

A sa 1416^{ème} séance, le 4 mars 1977, la Commission des droits de l'homme a adopté la résolution 6 A (XXXIII) intitulée "Rapport du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe". Conformément à son paragraphe 19, le Secrétaire général a l'honneur de porter ladite résolution à l'attention des membres de l'Assemblée générale.

^x A/32/150.

ANNEXE

6 (XXXIII). Rapport du Groupe spécial d'experts
sur l'Afrique australe

A

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant sa résolution 2 (XXIII) par laquelle elle a créé le Groupe spécial d'experts, ainsi que ses résolutions 21 (XXV), 7 (XXVII), 19 (XXIX) et 5 (XXXI) par lesquelles elle a prorogé et élargi le mandat de ce groupe,

Reconnaissant la contribution que les rapports du Groupe spécial d'experts ont apportée et continuent à apporter aux efforts soutenus que fait l'Organisation des Nations Unies pour rechercher et combattre les violations constantes et flagrantes des droits de l'homme, notamment les politiques d'apartheid et de discrimination raciale qui continuent à sévir tant en Afrique du Sud qu'en Namibie et au Zimbabwe,

Ayant examiné le rapport du Groupe spécial d'experts (E/CN.4/1222 et Corr.1),

Ayant constaté que les autorités sud-africaines continuent à occuper illégalement la Namibie, à renforcer leur présence militaire sur ce territoire et à y perpétuer leur politique odieuse d'apartheid et de discrimination raciale et que le régime illégal de Salisbury non seulement refuse de manifester sa bonne volonté quant au transfert du pouvoir à la majorité, mais continue d'accroître ses capacités militaires en vue de maintenir par la force son oppression sur la majorité,

Profondément préoccupée des conséquences les plus graves qu'a pour la réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales les plus essentielles en Afrique du Sud et ailleurs la confirmation par les récents rapports de l'acquisition par l'Afrique du Sud de la technique scientifique nécessaire donnant accès aux armes nucléaires,

1. Exprime sa profonde indignation devant la situation qui continue de prévaloir en Afrique australe et se caractérisant par un déni flagrant des droits de l'homme à la population africaine et par le traitement brutal et inhumain appliqué aux prisonniers politiques dans cette partie du monde;

2. Condamne les massacres perpétrés par la police sud-africaine pendant les manifestations survenues, en juin 1976, à Soweto;

3. Réaffirme le droit imprescriptible des peuples de la Namibie et du Zimbabwe à l'autodétermination et à l'indépendance et leur droit à la jouissance de tous les droits reconnus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les divers instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme;

/...

4. Prie le Groupe spécial d'experts de faire ouvrir des dossiers contre toute personne qui se serait rendue coupable en Namibie du crime d'apartheid ou d'une violation grave des droits de l'homme, et de porter le contenu de ce dossier à l'attention de la Commission des droits de l'homme;

5. Recommande au Conseil économique et social d'attirer l'attention de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité sur l'opportunité d'adopter des mesures concrètes, y compris les mesures prévues au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, en vue de mettre fin à l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud;

6. Dénonce la politique de "bantoustanisation" comme étant un écueil à l'application réelle du principe de l'autodétermination;

7. Note avec intérêt les recommandations formulées dans la Déclaration et le Programme d'action du Séminaire international sur l'élimination de l'apartheid et le soutien de la lutte pour la libération de l'Afrique du Sud (A/31/104), tenu à La Havane du 24 au 28 mai 1976, et décide que le Groupe spécial d'experts devra évaluer tous les aspects de la Déclaration et du Programme d'action et présenter des propositions concrètes à la Commission lors de sa trente-quatrième session;

8. Décide de se faire représenter par des membres du Groupe spécial d'experts à la Conférence mondiale pour l'action contre l'apartheid, qui doit avoir lieu en 1977 conformément à la résolution 31/6/G de l'Assemblée générale;

9. Adopte l'intégralité des conclusions et recommandations du Groupe spécial d'experts;

10. Condamne l'action des pays qui, directement ou par l'intermédiaire de leurs ressortissants, contribuent à perpétuer la situation actuelle en Namibie, au Zimbabwe et en Afrique du Sud, et les invite à s'abstenir de telles actions;

11. Exige la libération immédiate de tous les prisonniers politiques détenus, particulièrement ceux qui sont soupçonnés d'être des sympathisants de la South West Africa People's Organization et, en attendant leur remise en liberté, demande leur protection conformément aux dispositions pertinentes de la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre;

12. Fait siennes les recommandations de la Déclaration de Dakar sur la Namibie et les droits de l'homme et du Programme d'action qui y est annexé, et notamment :

a) Condamne la prétendue Conférence constitutionnelle de Windhoek;

b) Recommande aux organisations internationales compétentes et aux Etats Membres d'apporter leur soutien à la South West Africa People's Organization;

/...

c) Prie l'Assemblée générale d'inviter le Conseil des Nations Unies pour la Namibie à étudier, en consultation avec la South West Africa People's Organization, la possibilité pour la Namibie de devenir partie aux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et, en particulier, à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid;

13. Recommande que les Nations Unies intensifient leur coopération dans le domaine humanitaire, pour fournir aux pays voisins du Zimbabwe une assistance, notamment sous forme de médicaments et de vivres;

14. Décide que le Groupe spécial d'experts continuera à étudier les politiques et pratiques violant les droits de l'homme en Afrique du Sud, en Namibie et au Zimbabwe;

15. Prie le Groupe de soumettre un rapport sur ses constatations à la Commission, à sa trente-cinquième session au plus tard, et de lui présenter un rapport d'activité à sa trente-quatrième session;

16. Décide de proroger le mandat du Groupe spécial d'experts, composé des experts ci-après, agissant à titre personnel : M. Kéba M'Baye (Sénégal), président-rapporteur, M. Branimir Janković (Yougoslavie), M. Amjad Ali (Inde), M. Annan Arkyin Cato (Ghana), M. Humberto Díaz Casanueva (Chili) et M. Felix Ermacora (Autriche);

17. Invite les Etats Membres qui ne l'ont pas encore fait à adhérer à la Convention sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid;

18. Prie le Secrétaire général, conformément aux résolutions 5 (XXXI) et 8 (XXXII) de la Commission des droits de l'homme, de poursuivre ses contacts en vue de l'organisation, si possible en 1977, en Afrique australe, d'un colloque ayant pour objet d'étudier les questions visées au paragraphe 20 des conclusions et recommandations du rapport de 1975 du Groupe spécial d'experts (E/CN.4/1159);

19. Demande au Secrétaire général de transmettre cette résolution à l'Assemblée générale, au Conseil de sécurité et au Comité spécial contre l'apartheid.
